

# Minder, le réactionnaire utile : l'initiative Minder ne s'attaque pas aux bonus, mais au pouvoir des nouveaux managers

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 1983

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014038>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Minder, le réactionnaire utile

L'initiative Minder ne s'attaque pas aux bonus, mais au pouvoir des nouveaux managers

André Gavillet - 28 janvier 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22575>

On ne légifère pas sous le coup de l'émotion, nous enseignait un sage. La loi s'élabore à tête froide.

Or, l'initiative populaire suisse ne se prête pas à cette séparation des rôles, celui du cœur, celui de la raison. Il faut d'abord régler les exigences légales formelles. Réunir 100'000 signatures vérifiées. Puis vient le choix politique qui appartient au Conseil fédéral qui peut refuser, accepter, opposer un contre-projet de nature constitutionnelle ou législative.

Même jeu pour les deux Chambres qui sont souvent en désaccord - mais ce constat n'est enregistré qu'au terme d'interminables navettes. Plus de quatre ans après le dépôt de l'initiative sur les salaires abusifs, le peuple pourra trancher, le Conseil fédéral lui accordant encore quatre mois pour se décider. De deux dimanches électoraux disponibles, le plus éloigné fut choisi.

Ce délai n'était plus celui de la réflexion, mais celui de l'intrigue. A quelles conditions Thomas Minder accepterait-il de retirer son initiative?

Paradoxe. La démocratie où le peuple fait entendre ses choix se joue sur la décision d'un homme seul. Il déclara textuellement: «*La*

*Chancellerie fédérale me donne dix jours pour me décider.*»

## Référence

La Suisse de l'Ancien Régime n'avait pas la réputation d'un pays riche. Son architecture n'est pas ostentatoire. Elle impressionne plus par la dimension et l'espace des fermes (exploitation et habitat) que par ses monuments publics, civils et religieux.

Les temps changent après les deux guerres mondiales. Les sociétés industrielles suisses déjà ancrées dans le pays voient multiplier plusieurs fois leur valeur. On connaît le surdimensionnement bancaire de la Suisse, son record d'investissements à l'étranger. De surcroît, la mondialisation a changé l'unité courante monétaire. Le million est devenu roupie. Ou plus exactement circulent simultanément deux monnaies: celle des investissements et celle de la caisse *retail*, celle du commerce mondial et celle des trafics localisés.

L'initiative Minder reflète la difficulté de vivre ce grand écart.

## Capitalisme

*Domaine Public* avait en 1967 ([n° 65, 12.01.1967](#)) entrepris une recherche pour savoir qui en Suisse détenait ou

représentait le pouvoir économique. La méthode était simple. Repérer les trente sociétés suisses les plus importantes, selon un classement fiable (celui d'UBS!). Recenser les administrateurs de chacune d'elles. Diviser la valeur boursière des sociétés par le nombre de leurs administrateurs. Puis établir un ordre d'importance.

De ce classement peu importait le résultat nominal, mais les structures. En tête, les trois grandes banques (avant la fusion SBS - UBS). Leurs liens étaient étroits: les banquiers, lors des séances de leur conseil d'administration, recevaient le gotha industriel. Ce n'était pas mondain, mais les séances dites de travail étaient opulemment rétribuées. A leur tour, les industriels invitaient. L'ordre du jour était suivi, il ne comportait pas de décisions primordiales, mais circulaient des informations utiles.

Le lien avec le pouvoir politique était assuré sans être affiché. Pas de femmes dans ce cercle. Les Romands étaient rarissimes. En revanche, on est frappé par l'étroitesse des liens familiaux et le poids des détenteurs du capital hérité, que ce soit dans la chimie (Sandoz, Geigy, Roche), dans le ciment (les Schmidheiny), dans la mécanique. La planification était consanguine.

La critique du système a porté d'abord sur son ensablement, le cumul des fonctions (président du conseil d'administration, administrateur délégué), les assemblées générales où ne prenait la parole qu'un actionnaire mécontent à qui semblait dévolu le rôle de râleur). [Ethos](#), quelques caisses de pension ont osé amorcer l'examen critique de cette gestion du capitalisme. Mais il a fallu que Swissair puis UBS fassent la preuve, par le *grounding* et la faillite, de la sénescence du système.

L'opinion publique n'accepte pas les bonus fastueux. Personne ne peut en effet démontrer que telle décision mérite une récompense de dix ou vingt millions. Les grandes sociétés industrielles sont gérées, en tant que *holdings*, comme des sociétés bancaires. Les bonus sont adaptés à leur statut. Minder a, lui, la mentalité de l'entrepreneur

schaffhousois. Il est porteur des vertus anciennes, ce n'est pas au bonus qu'il s'en prend, mais à la caste dirigeante des managers, interchangeable parce que la gestion financière l'emporte sur la diversité des productions.

A juste titre, il s'indigne de voir la classe dirigeante des sociétés décider selon ses critères sa propre rétribution. L'erreur de Minder, c'est de croire que la «*reprise en mains*» peut venir des actionnaires eux-mêmes, de leur droit de contrôle.

### Valeur

De quel droit la classe des actionnaires qui ne contribue en rien à la plus-value bénéficierait-elle de pouvoirs renforcés? Elle a déjà en Suisse le privilège d'éluider l'impôt: les bénéficiaires non distribués, rendant possible l'autofinancement - qui lui se répercute sur la valeur des

actions - constituent un revenu non imposable.

Les partenaires qui devraient être présents, ce sont les représentants des travailleurs, soit au niveau de la société, soit au niveau de la branche industrielle. Ils détiennent la référence sans laquelle les rétributions dérapent sans limites.

Un salaire abusif est un mépris du travail. Tout homme ne peut disposer que des temps de son travail, de son repos, de ses loisirs. Adam Smith en moraliste le soulignait avec force. Le salaire abusif déshumanise.

L'initiative Minder doit être soutenue pour que s'exprime le sentiment populaire. Il repose sur la valeur du travail humain. Encore faudrait-il que cette voix se fasse entendre. Curieux que les voix de gauche, et plus largement les voix humanistes, soient si peu audibles.

## La LAT révisée ne devrait avoir que peu ou pas de conséquences sur le prix des terrains et des loyers

Un économiste d'Avenir Suisse réfute l'affirmation de l'USAM que la nouvelle loi provoquerait la pénurie

Invité: Michel Rey - 28 janvier 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22593>

Selon l'USAM, la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) vise à réduire considérablement les zones à bâtir et va provoquer une pénurie artificielle des terrains

à bâtir, ce qui va entraîner une hausse du prix du sol et ainsi des loyers.

Les conclusions de [Daniel Müller-Jentsch](#), économiste

d'Avenir Suisse dont les réflexions sont publiées dans le dernier bulletin d'information de l'[ASPAN](#). sont diamétralement opposées: «*Globalement, l'entrée en*